

DECLARATION AU NEUVIEME FORUM URBAIN MONDIAL

Assemblée Mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux

Kuala Lumpur, 8 février 2018

Nous, gouvernements locaux et régionaux du monde entier, représentant les populations des métropoles, des villes périphériques, des villes intermédiaires, des régions, des zones rurales et des petites municipalités, sommes réunis à l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux, convoquée par le Groupe de travail mondial Les gouvernements locaux et régionaux et nos associations de gouvernements locaux, lors du neuvième Forum urbain mondial de Kuala Lumpur,

1. **Réaffirmons** le positionnement des gouvernements locaux en tant que gardiens de l'héritage d'Habitat III avec la société civile. À cet égard, nous voudrions rappeler les importants engagements communs convenus dans le nouvel agenda urbain adopté à Quito et en particulier:
 - a) L'inclusion historique d'une référence **au droit à la ville** dans le cadre d'une vision commune des «villes pour tous», ainsi que l'inclusion de nombreuses composantes essentielles dans le document de Quito;
 - b) L'engagement des États membres à assurer une **décentralisation** fiscale, politique et administrative appropriée fondée sur le principe de **subsidiarité**;
 - c) L'engagement des États membres à renforcer une **gouvernance multiniveaux efficace**, en garantissant la participation des gouvernements infranationaux et locaux à la prise de décision et en leur donnant l'autorité et les ressources nécessaires pour gérer les préoccupations urbaines, métropolitaines et territoriales critiques;
 - d) L'engagement des États membres à promouvoir des approches politiques et de **planification participatives enracinées** dans de nouvelles formes de partenariat direct entre la société civile et les gouvernements à tous les niveaux;
 - e) L'engagement des États membres à «prendre des mesures pour promouvoir la **participation pleine et effective des femmes** et l'égalité des droits dans tous les domaines et dans la direction à tous les niveaux de la prise de décision, y compris dans les gouvernements locaux»;
 - f) La reconnaissance de l'importance de la planification et «d'une **approche urbaine et territoriale intégrée**» pour encourager les interactions urbain-rural et la connectivité;
 - g) La reconnaissance de la **culture et du patrimoine** comme une dimension importante dans la réalisation des objectifs de l'agenda, notamment dans le contexte de l'autonomisation des citoyens, de l'accès aux services urbains et de l'appropriation des stratégies de régénération et de cohésion sociale;
 - h) L'engagement des États membres à développer la **coopération décentralisée et de ville à ville** pour contribuer au développement urbain durable.
 - i) La reconnaissance des contributions précieuses de toutes les parties prenantes et de toutes les parties prenantes à Habitat III et leur rôle clé dans la mise en œuvre, le suivi et le suivi de l'ordre du jour.
2. **Renforçons** l'engagement politique pour la mise en œuvre et la réalisation effective du Nouvel Agenda Urbain, en encourageant l'engagement des États membres dans les domaines susmentionnés, ainsi que les engagements pris par les autorités locales et régionales pour mener une action locale pour la durabilité mondiale.
3. **Demandons à définir** des mécanismes et des modalités plus clairs et efficaces pour assurer la pleine implication des gouvernements locaux et régionaux dans le processus de suivi et de rapport de la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain, à travers l'Assemblée Mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux mentionnée à l'article 169 de Quito. Déclaration et reconnaissance de l'importance de continuer à s'engager dans le suivi et le reporting du Nouvel Agenda Urbain avec les associations de gouvernements locaux et infranationaux.

À cet égard, nous rappelons l'engagement des États membres d'un processus de deux ans (octobre 2016 septembre 2018) qui a chargé le Secrétaire général des Nations Unies et l'Assemblée générale des Nations Unies de mener des consultations, dialogues et analyses et de convenir du cadre institutionnel du suivi et reporting du Nouvel Agenda Urbain.

Nous saluons le rapport du Groupe de haut niveau présenté en août 2017, saluons les dialogues inclusifs organisés sous la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2017 et encourageons le Directeur exécutif d'ONU-Habitat et le CPR à continuer activement à engager et consulter les gouvernements locaux dans la mise en œuvre de la résolution de la 2e Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre.

4. **Réaffirmons** le besoin de

- a) Lier et intégrer autant que possible **la mise en œuvre** de tous les agendas mondiaux durables aux niveaux mondial, national et local, notamment les ODD, l'Accord de Paris sur le climat, le Cadre de Sendai, l'Agenda d'Addis-Abeba et le Nouvel Agenda urbain, ainsi que dans la réforme du système de développement des Nations Unies dirigée par le Secrétaire général des Nations Unies.
- b) Lier le Nouvel Agenda Urbain aux ODD lors du HLPF 2018 en particulier à travers l'examen de l'ODD11, ainsi que le programme pour le climat et l'Accord de Paris à travers le Dialogue Talanoa.
- c) Construire une **gouvernance locale forte** et ancrée sur un nouveau contrat social mettant les habitants au cœur de la prise de décision dans le cadre d'une gouvernance multi-niveaux inclusive et complémentaire. Cela ne sera possible que si nous acceptons de fournir des compétences et des capacités adéquates aux gouvernements locaux et régionaux pour répondre de manière responsable et transparente à une société civile organisée et participative.
- d) **Développer des visions et stratégies communes** concernant nos villes et territoires impliquant toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé et allant au-delà des mandats politiques, et le renforcement du partenariat avec toutes les parties prenantes notamment à travers l'Assemblée Générale des Partenaires.
- e) Améliorer considérablement **le financement des infrastructures municipales** en créant un environnement favorable aux niveaux mondial et national avec de nouveaux instruments de financement publics et privés, notamment un fonds mondial pour les infrastructures, les services de base et le logement, des banques de développement adaptées aux villes et un accès direct aux administrations infranationales le financement de la lutte contre le changement climatique, l'augmentation des pouvoirs des villes en matière de contrôle des finances et l'alignement vertical des politiques entre les différents niveaux de gouvernement.
- f) Engager une **nouvelle ère de partenariat dans la gouvernance mondiale** et renouveler la relation entre les gouvernements locaux et régionaux et l'ONU pour inclure les consultations structurelles de notre collectif, dans le cadre d'une réforme des Nations Unies et prendre note de la Résolution 71 / 256 et s'appuyant sur les instruments existants tels que l'UNACLA et la Global Taskforce.

5. Enfin, nous nous engageons à continuer à **consolider l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux en tant que mécanisme représentatif** par lequel les gouvernements locaux et régionaux formulent des recommandations politiques aux agendas mondiaux en s'appuyant sur l'expertise technique de tous les acteurs locaux et régionaux et réseaux régionaux.

9ème Forum Mondial Urbain, Kuala Lumpur, 8 février 2018

